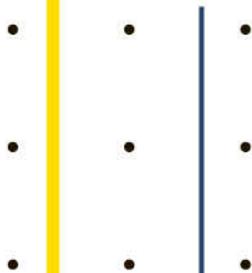


LE DROIT
CONSTITUTIONNEL
DE LA V^e RÉPUBLIQUE

2^e édition



*EN CARTES
MENTALES*

Johanna Noël



ellipses

Table des matières

Chapitre 1. La naissance de la V^e République	3
I. La genèse de la V^e République	4
A. L'échec de la IV ^e République (1946-1958)	4
B. Le contexte de mai 1958: la crise algérienne	5
II. L'élaboration de la Constitution de la V^e République	9
A. Les conditions de l'élaboration :	
la loi constitutionnelle du 3 juin 1958	9
B. Les étapes de l'élaboration	12
III. Les principaux auteurs de la Constitution	
du 4 octobre 1958	14
A. L'influence majeure du Général De Gaulle	
(discours de Bayeux et d'Épinal)	14
B. L'influence capitale de Michel Debré.....	17
Chapitre 2. Le mandat du Président de la République	21
I. L'élection du Président de la République	22
A. Le tournant de l'année 1962:	
la consécration du SUD pour l'élection présidentielle.....	22
B. L'organisation de l'élection présidentielle.....	25
II. La durée du mandat: le passage du septennat au quinquennat	28
III. L'interruption du mandat	29
IV. La responsabilité du Président de la République	31
A. Quels changements existe-t-il entre l'ancien article 68	
et l'actuel article 68 de la Constitution?	33
B. Comment se déroule la procédure de destitution?	33
C. L'existence d'une responsabilité morale	
du Président de la République?	34
Chapitre 3. Les pouvoirs du Président de la République	37
I. Les pouvoirs propres du Président de la République	38
A. La nomination du Premier ministre (art. 8, alinéa 1, Constit.)	38
B. Le référendum législatif (art. 11 Constit.).....	39
C. La dissolution de l'Assemblée nationale (art. 12 Constit.)	42

D. Les pouvoirs exceptionnels en temps de crise (art. 16 Constit.).....	44
E. Le droit de message (art. 18 Constit.).....	46
F. La saisine du Conseil constitutionnel pour le contrôle de constitutionnalité d'un traité (art. 54 Constit.) ou d'une loi (art. 61 Constit.).....	46
G. La nomination de trois membres du Conseil constitutionnel (art. 56 Constit.).....	47
II. Les pouvoirs partagés du Président de la République	48
A. Dans ses relations avec le gouvernement et l'administration.....	49
B. Dans ses relations avec le Parlement.....	49
C. Dans ses relations avec l'autorité judiciaire.....	50
D. La conduite de l'armée et de la diplomatie.....	50
III. Le triptyque présidentiel (garant, gardien et arbitre) :	
l'article 5 de la Constitution	51
A. Le Président de la République, gardien de la Constitution.....	51
B. Le Président de la République, arbitre entre les pouvoirs.....	52
C. Le Président de la République, garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.....	52
Chapitre 4. Le gouvernement, organe collégial aux prérogatives essentielles	55
I. La composition du gouvernement	56
A. L'entrée et la fin des fonctions des membres du gouvernement.....	56
B. L'architecture du gouvernement.....	57
C. Le statut des membres du gouvernement.....	59
II. Les prérogatives du gouvernement au cœur des interactions politiques	62
A. Des prérogatives au sein de la fonction exécutive : les interactions avec le Premier ministre et le Président de la République.....	62
B. Des prérogatives au sein de la fonction législative : les interactions avec le Parlement.....	62
Chapitre 5. Le Premier ministre, « cheville ouvrière » indispensable de l'État	65
I. La nomination et la fin des fonctions du Premier ministre : le reflet d'une tradition juridique	66
A. La nomination stratégique du Premier ministre par le Président de la République.....	66
B. Démission ou révocation du Premier ministre?.....	66
II. Les attributions propres du Premier ministre	68
III. Les rapports entre le Premier ministre et le Président de la République : la problématique d'une dyarchie de l'exécutif	69
IV. Supprimer le Premier ministre?	73

Chapitre 6. La structure et le fonctionnement du Parlement	75
I. La structure du Parlement	76
A. Le choix du bicamérisme en France	76
B. Le fonctionnement des assemblées parlementaires	79
II. L'organisation du travail parlementaire	83
A. Un travail structuré en sessions divisées en séances.....	83
B. Un travail complexe réalisé par différents acteurs.....	85
Chapitre 7. Le statut des membres du Parlement	91
I. Devenir membre du Parlement : l'accès au mandat	92
A. Les élections des parlementaires	92
B. Les incompatibilités avec le mandat parlementaire.....	95
C. La parité au Parlement	96
II. Être membre du Parlement : l'exercice du mandat	96
A. Les obligations et les droits des parlementaires.....	96
B. La problématique de l'immunité parlementaire	97
Chapitre 8. L'élaboration des lois	101
I. La procédure législative : l'élaboration des lois ordinaires	102
A. L'initiative de la loi.....	102
B. L'examen de la loi.....	103
C. L'entrée en vigueur de la loi	105
II. L'existence de procédures législatives spécifiques	106
A. Loi de finances : art 47 Constit. et LOLF du 1 ^{er} août 2001	106
B. Loi de financement de la Sécurité sociale : art. 47-1 Constit.	106
C. Loi de programmation : art. 34 et 70 Constit.	106
D. Loi organique : art. 46 Constit.	106
E. Loi constitutionnelle : art. 89 Constit.	107
F. Loi référendaire : art. 11 Constit.	107
III. La place particulière des ordonnances dans la hiérarchie normative	109
A. Quelle est la procédure d'élaboration et d'adoption des ordonnances?	109
B. Quelle est la valeur juridique des ordonnances?.....	110
Chapitre 9. Le domaine de la loi	115
I. La séparation entre le domaine de la loi et le domaine du règlement : article 34 C./article 37 C.	116
A. La signification de la séparation.....	116
B. La réalité de la séparation : des frontières poreuses entre la loi et le règlement.....	119
II. Le contrôle du respect de la séparation loi/règlement	120
A. Les moyens à la disposition du Gouvernement.....	120
B. Les limites du contrôle du Conseil constitutionnel	122

Chapitre 10. Le contrôle du Gouvernement par le Parlement	125
I. Les procédures engageant la responsabilité du gouvernement	126
A. L'article 49 alinéa 1 C. : la question de confiance.....	126
B. L'article 49 alinéa 2 C. : la motion de censure.....	128
C. L'article 49 alinéa 3 C. : l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur un texte.....	130
II. Les procédures n'engageant pas la responsabilité du gouvernement	134
A. La procédure traditionnelle : les questions parlementaires.....	134
B. Les procédures renouvelées : les techniques d'information et d'évaluation.....	137
Chapitre 11. La révision de la Constitution sous la V^e République	141
I. Les procédures de révision de la Constitution	142
A. La procédure traditionnelle prévue par l'article 89 C.	142
B. L'utilisation controversée de l'article 11 C.	146
II. Les révisions constitutionnelles majeures sous la V^e République	146
Chapitre 12. Le Conseil constitutionnel : nature et composition	153
I. De l'instauration de la justice constitutionnelle en France à son avènement	154
A. Le Conseil constitutionnel est-il une juridiction?.....	154
B. Qui peut saisir le Conseil constitutionnel?.....	155
II. La composition du Conseil constitutionnel	157
A. Les membres du Conseil constitutionnel.....	157
B. Les autres acteurs du Conseil constitutionnel.....	161
Chapitre 13. Les attributions du Conseil constitutionnel	165
I. L'attribution principale du Conseil constitutionnel : le contrôle de constitutionnalité des lois	166
A. Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité	167
B. Les normes contrôlées par le Conseil constitutionnel	170
C. Les spécificités du contrôle de constitutionnalité en France	171
II. Les autres attributions du Conseil constitutionnel	174
A. Le Conseil constitutionnel, un juge électoral.....	174
B. Le Conseil constitutionnel, un organe consultatif.....	177
Chapitre 14. La question prioritaire de constitutionnalité	179
I. La naissance de la QPC : une révolution juridique?	180
A. Les origines	180
B. Les ambitions	181
C. Les effets.....	183
II. Le mécanisme procédural de la QPC	184
A. QPC = une question posée devant une juridiction.....	184
B. La transmission de la QPC.....	187

Chapitre 15. Les décisions du Conseil constitutionnel	193
I. Les caractéristiques des décisions du Conseil constitutionnel	194
A. La structure des décisions.....	194
B. L'autorité des décisions	195
C. La technique des réserves d'interprétation	196
II. Les «grandes» décisions du Conseil constitutionnel	197
A. Décision du 6 novembre 1962 (Cons. const. n° 62-20 DC : saisine du président du Sénat).....	197
B. Décision du 16 juillet 1971 (Cons. const. n° 71-44 DC : saisine du président du Sénat).....	198
C. Décision du 15 janvier 1975 (Cons. const. n° 74-54 DC : saisine parlementaire).....	200
D. Décision du 23 janvier 1987 (Cons. const. n° 86-224 DC : saisine parlementaire).....	200
E. Décision du 26 mars 2003 (Cons. const. n° 2003-469 DC : saisine parlementaire).....	201
F. Décision du 7 octobre 2010 (Cons. const. n° 2010-613 DC : saisine par les présidents de l'AN et du Sénat)	201
G. Décision du 6 juillet 2018 (Cons. const. n° 2018-717/718 QPC : saisine par la Cour de cassation).....	201
Chapitre 16. La Constitution et l'Union européenne	203
I. L'articulation entre l'ordre interne et l'ordre de l'UE	204
A. La suprématie de la Constitution : une question controversée.....	204
B. La distinction entre les contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité.....	207
II. Les révisions constitutionnelles relatives à l'Union européenne	208
A. Quel est le rôle du Conseil constitutionnel?.....	209
B. Quelles sont les révisions liées à la construction européenne?	209
Annexes	213
Table des cartes mentales	245